

CHARLEROI • Parti socialiste

# Van Cau conforté par les militants

Jean-Claude Van Cauwenberghe a été largement plébiscité, hier, par les militants socialistes de Charleroi. Le premier pas vers une unité retrouvée ?



Van Cau s'est voulu rassembleur devant une USC qui l'a conforté dans son rôle de président. Belga

BIEN plus de six cents militants socialistes de Charleroi avaient rejoint le salon communal surchauffé de Marchienne-au-Pont, pour ce congrès de l'union socialiste communale (USC) de Charleroi. Un congrès capital. Car voici trois semaines, son président, Jean-Claude Van Cauwenberghe, avait décidé de poser la question de la confiance aux 6300 militants socialistes carolos. C'est qu'une partie d'entre eux voyait en l'homme fort du PS carolo la cause des maux que connaît le parti à Charleroi.

Après les débats et les votes au sein des seize sections locales, le verdict est donc tombé : 82 % des 1300 affiliés qui ont pris part à la réflexion ont voté en faveur du président. Il se retrouve ainsi assuré de son siège jusqu'au lendemain des élections communales. L'exécutif de l'USC dans son ensemble récolte, lui, 78 % des votes.

## « Unité réaffirmée »

Jean-Claude Van Cauwenberghe, manifestement dé-

tendu, a parlé de « sérénité retrouvée », d'« unité réaffirmée, dans la plus grande transparence démocratique », même si on n'enregistre que 20 % de participation... Pour lui, il est à présent question de serrer les rangs pour poursuivre dans la seule voie du renouveau, celle qui « se pratique depuis la base citoyenne », non par un droit « d'ingérence » « boulevardier-impérial »...

Van Cau a bien sûr évoqué les tensions internes, mais son

discours était résolument celui de l'apaisement. Il est vrai qu'il a ouvert les instances plus largement aux « rénovateurs » et que les mesures de meilleure gouvernance sont en bonne voie. Rassembleur, il a insisté sur l'unité - dont il est le gardien pour quatre mois - qui doit à présent présider au sein du parti pour aller aux élections. Il s'agira de regagner la confiance des électeurs, réussir le renouveau de Charleroi dans une perspective résolument progressiste.

## À boulets rouges

La plus incisive des réformatrices, la députée Ingrid Colicis, devait monter ensuite à la tribune. En essayant une certaine hostilité. « Je veux faire amende honorable », a-t-elle pourtant expliqué en faisant allusion à certains termes employés dans la presse pour qualifier le fonctionnement interne du PS carolo. « Mais je veux continuer à mettre le doigt sur ce qui dysfonctionne. » Elle devait ensuite, notam-

ment, nuancer ses propos au sujet de la suppression des sections locales. Des propos qui avaient fait grand bruit. Et, en dépit de l'approbation de la liste communale par 84 % des militants, elle en a redemandé une dernière fois la modification « pour ouvrir grand les portes et fenêtres du parti ».

La belle unité plaidée par Van Cau sera quelque peu ébranlée par l'intervention de Jean-Pierre De Clercq, le député permanent démissionnaire à la suite de ses ennuis judiciaires dans le cadre de ses activités d'avocat. Après avoir redit son innocence et réglé ses comptes avec le vice-président du parti, Philippe Moureaux, il devait s'en prendre vertement à la députée Colicis qui n'avait pas ménagé l'avocat lorsqu'il fut mis sur la sellette.

Il devait, notamment, démentir les réformes qu'elle défend en se demandant, en fin de compte, s'il ne s'agissait pas que d'un « tonneau vide » et en parlant de « fumisterie ». Il devait aussi s'en prendre à sa façon à elle d'être militante, avec « deux diplômes universitaires ». « Au PS, le seul diplôme requis est celui de la vie ! »

Assuré du soutien réitéré de Van Cau, Jacques Van Gompel, le mayor, pouvait prendre la parole pour détailler ses réformes de bonne gouvernance. Benoît WATTIER

## Détournement au CPAS de Charleroi

C'EST un nouveau caillou dans la chaussure communale socialiste carolo. Le problème est réglé, dit-on à l'USC où le candidat qui occupait la 12<sup>e</sup> place de la liste provinciale du canton a été écarté : Stéphane Denève, cadre au centre public d'action sociale de Charleroi et frère du médiatique commandant de gendarmerie de l'émission « Contacts », a détourné avec une collaboratrice la bagatelle de 70 000 euros au préjudice de son employeur. L'agent gérait les fonds d'accès à la culture et au sport des minimexés.

Au CPAS, on explique qu'il se faisait verser des frais de manière indue sur des comptes de fausses ASBL. L'escroquerie a été mise à jour dès le début du mois de juin par un contrôle de l'inspection des finances du service public, après trois semaines de malversations. Une semaine plus tard, le bureau permanent du CPAS saisissait le parquet de l'affaire. Comme l'annonce la DH, Stéphane Denève a démissionné et s'est engagé à rembourser l'entièreté de la fraude avant la tenue du conseil de l'aide sociale convoqué le jeudi 29 juin où le dossier est à l'ordre du jour. Quant à sa complice, elle a été licen-

ciée. Leurs départs et leurs promesses de remboursement suffiront-ils à apaiser les gestionnaires de l'institution ? Ceux-ci doivent se prononcer sur les suites à donner à cette lamentable affaire. Qui n'est pas sans rappeler celle de Pascal Mazurek.

Flash-back. En décembre 96, l'ancien secrétaire d'administration du CPAS est confondu par son employeur dans une grave affaire d'escroquerie : responsable du budget, il vient de faire main basse sur près de 1,4 million d'euros en imputant illégalement des comp-

tes. Une arnaque à laquelle le président « croit difficilement », selon ses termes. Le manège dure depuis des mois. Il s'appuie sur un faux arrêté royal, un réseau de fausses ASBL et de comptes dispensés dans plusieurs institutions bancaires. On en est loin du « système quasiment infaillible » mis au point voici près de 10 ans par Pascal Mazurek, commente une source proche du dossier Denève qui ne cache pas que les révélations tombent au plus mauvais moment pour le PS carolo enferré dans les affaires.

D.A.

CHARLEROI • Intercommunale hospitalière

## Où est passé l'argent des pensions ?

L'HEBDOMADAIRE « Le Vif-L'Express » publie, dans son édition de ce vendredi, une enquête consacrée à l'ISPPC (Intercommunale de Santé Publique du Pays de Charleroi), et particulièrement à son fonds de pension, qui concerne quelque 4 000 travailleurs.

L'article explique le principe des quotes-parts en ce qui concerne les pensions. En clair, en cas de carrière effectuée chez un employeur X mais terminée chez un employeur Y, c'est ce dernier qui paie la pen-

sion, mais l'employeur X doit lui rétrocéder un montant proportionnel aux années prestées chez lui.

Or, il est apparu que l'ISPPC assumait seule le paiement des pensions dues à des travailleurs qui ont été précédemment employés au CPAS ou à la ville. Le non-paiement par Charleroi de ses quotes-parts entraîne, pour l'ISPPC, un manque à gagner annuel de 2 millions d'euros, écrit encore le magazine.

En revanche, poursuit-il, l'ISPPC paie ses quotes-parts

aux travailleurs ayant terminé leur carrière à la ville, ce que nie le secrétaire général de l'intercommunale. Pourtant, selon Le Vif, des paiements ont bien été effectués en ce sens, pour plus de 295 000 euros.

Le Vif pointe enfin le rôle joué par Jean-Claude Van Cauwenberghe dans le fonctionnement de l'ISPPC. Van Cau était le vice-président de l'IOS du temps de Richard Carlier. Après le départ de celui-ci, rien ne pouvait se faire sans le feu vert de Van Cau, souligne le magazine.

BRUXELLES • Règlement des comptes à la zone de police

## Le commissaire dégommé

LE 25 OCTOBRE, Roland Van Reusel quittera le poste de chef de la zone de police de Bruxelles-Ixelles, qu'il occupait depuis onze ans. La décision a été prise à huis clos, mercredi après-midi, par quinze voix contre onze et deux abstentions au conseil de zone. Lequel a démontré ainsi que la réforme des polices n'a pas mis fin aux manœuvres politiques dans le domaine de la sécurité. Car aucun reproche n'est formulé à l'égard de Roland Van Reusel.

### Question d'argent

Pourquoi, alors, ce vote négatif ? Le commissaire semble avoir payé la note du différend qui a opposé pendant des mois la ville de Bruxelles et la commune d'Ixelles sur le financement de la police de zone. Si la dispute est officiellement close depuis quelques semaines, elle a laissé des traces. L'addition en a été présentée à Roland Van Reusel.

L'épisode peut surprendre, car des majorités identiques (PS-Écolo-cdH) sont au pou-

voir à Bruxelles et à Ixelles. Tout indique que, pour renvoyer M. Van Reusel, la majorité ixelloise a été rejointe par l'opposition MR, tant ixelloise que bruxelloise. La police de Bruxelles prend acte. Le mayor de la capitale, Freddy Thielemans, dénonce, lui, un « acte de trahison totalement insupportable sur le plan moral ». Et il est rejoint par les chefs de file francophones et flamands de la majorité dans son hommage à Roland Van Reusel. Plus rien ne va, à la police de Bruxelles-Ixelles !

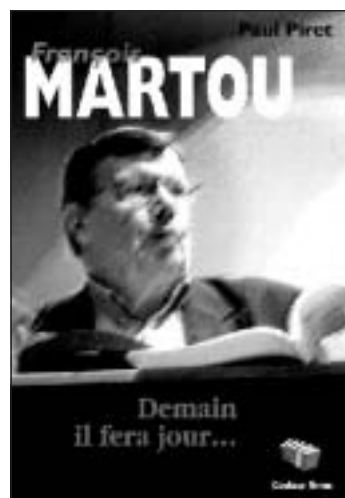
LIVRE • Conscience du Moc

## Un peu de Martou sur tout

François Martou a présidé durant 20 ans le Mouvement ouvrier chrétien. Observateur, acteur et entremetteur de la vie politique, il reste un franc militant.

SES DISCOURS tenaient en trois mots griffonnés sur un carton de bière. Tout le reste moussait dans l'improvisation. L'ancien président du Moc est un « homme de l'oralité ». Frustrant donc, de voir les digressions de François Martou contenues sur 144 pages. D'un livre de « pensées » plus que de « mémoires ».

Pour la forme, l'option est celle d'un dialogue matutinal face à Paul Piret. Le journaliste de la Libre, après un portrait léché de l'homme qui a des théories sur tout, « un zoo à lui tout seul » pour reprendre le mot de Jean Daems, amène François « Partout » à parler de tout. Donc, successivement, de lui-même et d'une partie de tout ce qui compte pour lui : du mouvement ouvrier chrétien (bien sûr), des cathos en réseau, des cousins sociaux, des libéraux sociaux et doctrinaux, de la gauche olivier et du libéralisme « qui tourne sot ». Sans oublier l'enseignement (animal politique, Martou est d'abord un



François Martou, de la tribune en librairie, éditions Couleur Livres.

chercheur universitaire), les piliers, l'économie, le régionalisme, les rapports Wallonie-Bruxelles, la Flandre, l'Europe, la protection sociale.

Ce jeu de question-réponse s'engage très fort. Avec une sentence de Louis Michel qui traita Martou d'homme de Neandertal, disant : « si ce type-là est prof d'unif, alors mon chien peut l'être aussi. » François répond placidement. Sur ce canapé apéritif, on attendait sa rasade de vitriol. Suivie d'une brochette d'anecdotes. Les lecteurs en quête de biscuits croustillants resteront sur leur faim. Les autres ont un menu pour se rassasier.

Jean-Christophe HERMINAIRE

« Demain il fera jour », François Martou, Paul Piret, Ed. Couleur Livres.

EN BREF

### AFFAIRES

#### Collaborateur d'un ministre flamand interpellé

Un collaborateur du cabinet du ministre flamand de l'Aménagement du territoire Dirk Van Mechelen (VLD) a été interpellé jeudi dans le cadre d'une enquête judiciaire, après que son bureau et le cabinet eurent été perquisitionnés, a-t-on appris de source judiciaire.

#### ICDI : le pourvoi de Lucien Cariat rejeté en Cassation

La Cour de cassation a rejeté jeudi le pourvoi introduit par l'ex-échevin de Charleroi et ex-président de l'ICDI Lucien Cariat. Ce pourvoi avait été introduit par l'intéressé à la suite de la décision de la Chambre des Mises en accusation de Mons de prolonger pour un mois le mandat d'arrêt décerné contre lui le 18 mai dernier.

#### Namur : motion de soutien à Gavroy

Les groupes politiques constituant le Conseil communal de Namur ont confirmé jeudi leur unanimité à rappeler le principe du libre exercice du débat démocratique local. Ils ont approuvé le texte de la motion modifiée, sur la forme, soutenant le conseiller Écolo Arnaud Gavroy attaqué en justice par M. Louis de la Sotegec, suite au débat public ouvert au Conseil sur différents dossiers de travaux publics attribués par la ville de Namur à la Société Sotegec.

Cadeau à portée de main.

CONTINUER ►



Surfez sur [www.admonitor.be](http://www.admonitor.be) et retrouvez chaque semaine une nouvelle enquête sur les publicités présentes dans votre quotidien. En répondant aux questions, vous gagnerez peut-être un chèque-cadeau de € 10 à valoir sur des CD's, DVD's, vidéos, livres... dans les magasins Fnac. C'est rapide et facile de se faire plaisir !

admonitor.be